

api

**INFORMATIONS
REGIONALES**

HEBDO

n° 68 / du 20 au 27 mars

dir. B.Lambert

3,50 F

et la tendresse bordel ?



**LA VIOLENCE
EN JUGEMENT**

NOUVELLES BRÈVES



Medecins rebelles



livret
militaire:
500F

C'est l'amende que Gaby Cohn-Bendit devra payer. Le Tribunal de Grande Instance l'ayant condamné pour "refus de recevoir son livret militaire". Dernier acte d'un procès à rebondissements. (cf. APL no. 51 et 65). 500 F.... ça a cher de la photocopie.

La mort dans la navale

C'était mercredi soir, aux chantiers Dubigeon de Nantes quelques minutes avant la débauche. Deux ouvriers « marins gréers » testaient une baleinière, embarcation de secours tendue au flanc du car-ferry Syrnos, quai des Antilles. A 13 mètres au-dessus de l'eau, ils disposaient des sacs de sable aux places qu'occuperaient en cas de naufrages les passagers. Une goupille de sécurité absente, mal adaptée, mal disposée ou éjectée par une



secousse?... Tombe la baleinière. Tombent aussi les deux marins gréers, moins vite que l'engin qui touche l'eau d'abord, s'enfonce et remonte comme un bouchon. Et les deux hommes, en chute libre de 13 mètres, s'écrasent sur la coque qui crevait la surface. Morts sur le coup.

En 1972, ici même à Dubigeon, un accident s'était produit dans les mêmes circonstances... Beaucoup plus récemment, le 25 janvier 1979, le directeur de Dubigeon, inculpé d'homicide involontaire après la mort de l'ouvrier Guilbaud (brûlé par un jet de vapeur) avait été reconnu coupable par le tribunal de grande instance de Nantes. Et condamné avec un ingénieur... à 2.500 F d'amende.

Encore de la paperasse et des formalités en perspective, pour le malheureux directeur. Et peut-être une amende. A moins que cette fois, le tribunal, imitant en cela celui de Saint-Nazaire, à propos d'un autre accident mortel dans la navale, n'aboutisse à la conclusion simple et féroce, que ce sont les ouvriers eux-mêmes, les deux morts, ou certains de leurs collègues de travail, qui « portent la responsabilité de l'accident ». Un procureur disait à ce propos que la justice devait se montrer plus sévère dans les questions touchant à la sécurité dans le travail. Et plus exigeante dans l'élucidation des causes, et la définition des responsables...

C'est une évolution du droit, qui va de pair avec l'évolution des conditions de travail : il faut faire tout beaucoup plus vite, et proposer, pour décrocher de rares commandes, car-ferry pour la Corse ou bien paquebot pour l'URSS, des délais de fabrication pulvérisant tous les records.

Et sautent les goupilles... Dubigeon-Nantes en route vers l'an 2000 : 1.000 ouvriers de moins, et 60 % d'intérimaires pour boucler les commandes ? Et combien de morts dans la navale pour éviter la mort de la Navale ?

J.P.CI



Brissonneau

Aucun problème n'est réglé pour les 135 licenciés de Brissonneau. Vendredi 9, s'était tenue la 3ème Commission tripartite. La délégation patronale avait lancé une enquête auprès des entreprises de la métallurgie: elle avait ainsi recensé 138 offres d'emploi. Mais pas de garantie: le patronat n'a pas dévoilé le nom de ces entreprises et les syndicats n'ont obtenu aucun droit de regard sur les propositions d'embauche.

On veut accréditer, disent CGT et CFDT, l'idée que le conflit Brissonneau a trouvé une solution et que l'action pour l'emploi n'a plus de raison d'être.

Pendant ce temps, des licenciés de BLM qui avaient effectué des démarches individuelles se sont vu refuser le questionnaire d'embauche, certaines entreprises pratiquant en outre à l'embauche des discriminations selon l'appartenance syndicale.

A Brissonneau, aujourd'hui, c'est l'heure des comptes et de la répression: un délégué syndical et le secrétaire du C. E. ont reçu en milieu de semaine des lettres d'avertissement avec menaces de licenciement.

CGT et CFDT invitent l'ensemble des licenciés de BLM à se réunir lundi 19 Place de la Duchesse Anne, pour envisager la suite de l'action.



LA VIOLENCE EN JUGEMENT

LA MANIF OUBLIEE

Si nous prenons la parole, c'est que nous sommes outrés de la manière dont l'APL et J.P. Cruze dans libération n'ont pas rendu compte de la manifestation.

L'APL réussit à ne pas donner le nombre de manifestants :

"Quatre marches sages qui convergent sous la pluie...etc!"

"On se compte un peu inquiets, place de la Défense Passive..."

Le seul "fait journalistique" important pour eux comme pour Presse-Océan furent les actes de violence qui suivirent la dislocation.

Cruze allant même plus loin, pour lui il ne s'est rien passé avant sinon des babioles (Chenard en casquette etc...) et l'ennui qu'il oppose à l'explosion de la fête que serait par essence la violence.

Témoin les phrases : "Et on allait vers une fin morne, quand tout a commencé", "On est jeté dans un gai tourbillon de "casse" avant d'avoir compris que la manif était finie".

Libération, APL, Presse-Océan ont la même vision moralisante de la violence et leur objectif semble être d'enfermer les organisateurs de cette manifestation et de celles à venir dans l'alternative :

"On fait des manifestations violentes ou on reste chez soi".

Chacun à sa place. La droite moralise en stigmatisant, les violences. La gauche moralise en les exaltant comme si n'importe quelle violence était par essence le seul avenir de tous les mouvements.

Où est l'analyse politique ? Pour Cruze l'origine de "3 Heures de rage" est une pluie si fine qu'on est trempé sans avoir vu que l'eau tombait. Et qui rend les nantais si fous qu'on est jeté dans un gai tourbillon de "casse" etc...

A signaler au passage, sa manière d'oublier certaines informations et de transformer la chronologie des événements pour leur faire dire ce qu'il veut y voir.

- On peut faire remarquer :

1) Que 7 à 8000 personnes manifestant est un fait journalistique que Presse-Océan, Libération et l'APL semblent escamoter dans un même élan.

2) Que la base de masse d'une telle manifestation n'est pas la même que celle d'une manifestation syndicale ou "révolutionnaire".

3) La suite de la lutte posera

probablement le problème de manifestations violentes. Mais pas n'importe quelle violence : la violence c'est pas nécessairement la fête !

4) Le droit de manifester est aussi un droit essentiel. Une manifestation n'est pas rien, elle n'existe pas que par la violence.

Glorifier la violence de samedi comme vous le faites, c'est tuer la possibilité de manifester.

5) Que personne ne s'est interrogé sur l'attitude particulière des flics ce jour là, en retard pourtant de 5mn. Est-ce cela la violence libératrice contre l'état dont vous parlez ?

Quelles analyses nous semble-t-il important de trouver dans vos journaux ? :

- La place de cette manifestation dans l'histoire de la lutte, l'éclaircissement de sa préparation à des syndicats paysans et familiaux.

- L'engagement même timide et tardif des municipalités, aux côtés des organisateurs (Cruze à même la malhonnêteté d'écrire que la sonne est celle de la braderie.)

- Le point des luttes à Plogoff, Flamanville etc...

- Et les objectifs de lutte au Pelletin.

Si pour les "journalistes" être voyeurs de quelques casses est plus intéressant que d'analyser une situation, on peut se demander qui ils servent ?

Michel BOURSE
Jany ROPARS
MF. GONIN

PETITE NOTE

L'APL n'est pas LIBÉ (que tous les lecteurs de l'APL ne lisent pas loin de là). On regrette que les lecteurs se servent de L'APL pour régler leurs comptes avec Libé. A l'avenir, on passera plus ce genre de texte, na! Pour ce genre de griefs, s'adresser directement à Libé, c'est plus direct.

APL



TA VIOLENCE N'EST PAS ASSEZ
FESTIVE, L'AMI...

ANONYME

Concernant l'article "Nantes, qui s'oppose"? nous avons reçu une lettre dont la provenance n'est pas identifiable par le collectif APL.

Le Conseil Suprême après en avoir délibéré et conformément à plusieurs avis parus dans l'APL, considérant son anonymat et le fait qu'il n'apportait aucun élément nouveau au débat, décide de ne pas publier cette petite lettre. Eh Paf!

APL

TOUT DOUX !

A propos de la Manifestation anti-centrale du Pellerin du 10 Mars...

En lisant l'APL nous apprenons que nous n'avons pas manifesté : nous nous sommes contenté de marcher "sagement" sous la pluie en reprenant "mollement" des slogans, après quoi nous avons laissé le cortège "mourir doucement".

D'ailleurs, nous avons cru manifester contre la centrale du Pellerin. Quelle naïveté ! Le nucléaire n'est évidemment pas "la finalité de ces manifs". A moins que celle-ci ne soit justement de rendre plus que probable l'installation de la centrale !

On n'était que huit mille : il n'y a pas de quoi être fier ! La prochaine fois, on sera quatre mille. Et alors ? Moins on est de fous, plus on rit !

Est-ce que vous ne comprenez pas que les gens commencent à être saturés de ce langage stéréotypé, inconsciemment phallo (en avoir ou pas !) qui tend à opposer sans arrêt les "tièdes" et les "purs", les "durs" et les "mous".

Le nucléaire est une technique "dure", n'est-ce pas ? Et la société qu'il nous prépare risque même de l'être davantage ? Alors vivent les techniques "douces" et vivent les manifs "douces" ! De la douceur ! Ceux à qui la douceur paraît une attitude de "gonzesse" peuvent aller se défouler au stade Marcel Saupin.

Quant à l'APL, autant qu'à ceux qui de toutes façons ont pris leur pied (en "baisant" les feux rouges) elle devrait s'intéresser à la frustration de ceux qui ont le sentiment qu'on leur a volé leur manif !



MOI J'VAIS PAS AUX MANIFS... J'SUIS TROP MUSCLÉ SA FINIRAIT MAL...



Est-ce que l'APL et ses lecteurs pensent que c'est par des actions de violence irresponsable qu'on rendra populaire la lutte anti-nucléaire ?

Pour faire reculer le pouvoir, ce n'est pas 8000 qu'il faudra être mais 50 ou 100.000 dans les rues de Nantes. Ce n'est pas le chemin que nous prenons.

Michel et Suzanne LE BORGNE.
Maryvonne de RUGY et Dominique.
Loïc BONNET

LA VIOLENCE? NON MERCI

Attention, ceci est un article tout en fines nuances... Prière d'y voir ce qu'on veut. Le parfum de l'émeute délie les langues, le dégoût de la violence rend loquace...

Selon ces sources bien informées, il y aurait d'un côté environ 200 violents (200, à tout casser !) et le reste de manifestants calmes et responsables et conscients (7800, au bas mot !). Les blancs et les noirs, les rebelles doux et les rebelles durs, les bons et les brutes, 2 modes de résistance, 2 mondes, quoi !

Un peu simple quand même tout ça... Les attitudes, les déclarations des gens sur les violences montrent qu'il y a vraiment un large éventail d'opinion pas toujours de bonne foi, mais la foi, vous savez, à notre époque...

Pour en avoir le cœur net, nos services ont donc procédé à un sondage imaginaire que nous vous livrons ici. (Les catégories "Ne se prononce pas" ou "Je suis pas du quartier" n'ont pas été retranscrites délibérément).

Question: que pensez vous de la ... hum ... violence?

■ Chui pas contre mais faut que ça soit prévu, organisé.

■ Je suis pour mais là c'est pas validé par la conscience populaire, c'est minoritaire.

■ Chui pas contre, mais faut que j'aie faire mes courses avant que les magasins ferment.

■ C'est trop tôt mais bientôt on le fera, c'est sûr.

■ pas contre à priori, mais c'est pas clair ces pulsions d'agressivité, ça me questionne tu vois...

■ - C'est con, à chaque coup je suis là, les mains vides

■ Que ça pète c'est normal mais là, ça manque d'objectifs, ça manque d'analyse.

■ Le vandalisme? C'est inévitable il y a un drame de la jeunesse, le chômage, tout ça, mais c'est désespéré, ça donne rien.

■ Ca n'a pas de tenue comme manifestation !

■ La violence c'est jamais très libérateur, c'est frustré et Cie. Le problème est foncièrement dans leur tête.

■ C'est ça l'écologie?

■ Mais comment sont financés ces camps d'entraînement pour casseurs professionnels?

■ C'est pas de la B.D., les copains, c'est du sérieux, le cycle violence-répression et tout, c'est grave ça!



Pour en voir le cœur plus net encore j'ai appliqué le sondage sur mon intellect lumineux qui a répondu du tac au tac "on n'a rien sans rien" qui rimait joliment avec "non au nucléaire par tous les moyens".

Bon j'ai presque fini, vous affolez pas, je voulais juste dire que y a plein de gens qui sont plus ou moins d'accord secrètement avec la casse et ce qu'elle vise mais qui se trouvent un wagon de raison pour juger et se défendre d'approuver. La coupure violents/non violents n'existe pas je le sais bien je suis dans les deux camps, ni coupure ni gouffre, ni crevasse, plutôt terrain vague où chacun évolue au gré des vents de folie des rébellions urbaines.

Je vous avais prévenu, tout en nuances.

Nicolas (Jésuite, va!)

LES NOUVEAUX BARBARES

5



Scènes vues. 11h 15, ce vendredi 16 mars, rue Thiers, en bas de la Mairie de Nantes. Rue passante de commerçants tranquilles, des imprimeries, une agence immobilière, des papiers peints, un café, un magasin de meubles. Surgit un couple de policiers municipaux, casquettes plates et imperméables bleus. Stylos en bataille et carnets à souches en bandoulière. Commencent à procès-verbaliser les voitures en stationnement irrégulier. Un imprimeur sur le pas de sa boutique les aperçus, prévient un collègue. Ils se mettent à charrier les deux Fonctionnaires.

- "Pourquoi venez-vous emmerder les gens qui travaillent dans cette rue? On n'a pas d'en droit pour stationner, pas de parkings, ou alors il faut payer. Tous les jours, on prend des PV. Y en a marre de vos parcmètres".

- "Nous on est payés pour faire respecter les arrêtés municipaux. On y est pour rien"

Alerté, un jeune commerçant blond-maigre-nerveux, costumé de gris, cravaté, bon chic - bon genre, déboule. S'énerve. Insulte. Le ton monte. On se prend au collet. On se bouscule. Mêlée confuse. Voisins qui interviennent. On se sépare. On rédiscute. Le petit nerveux et un des contrôleurs se regardent noir. "Emmerdeur". Le contrôleur a foncé. Il prend le petit nerveux par le cou. Essaie de le renverser. N'y parvient pas. Perd son carnet à souches. On les sépare encore. Le petit

nerveux crie "vous m'avez frappé, je vais porter plainte contre vous. Montrez-moi votre carte". L'autre "Rendez-moi mon carnet. Je n'ai pas à vous montrer ma carte. Je suis le numéro 13. Téléphonez à mon patron si vous ne me croyez pas"

Moi, je suis parti quand un flic s'est pointé.

Qui a peur de la violence?

Violence contradictoire de ces commerçants, violence autrefois de CHENARD arrachant un parcmètre devant les photographes, violence des casseurs d'appareils à sous de samedi dernier. Violences spectaculaires, violences symboliques. Qu'on ne nous raconte pas de salades sur "le vandalisme, les casseurs, les frustrés" et maintenant les phallos de la violence (sexisme à l'envers, présentant la "nature féminine" douce, paisible, immatérielle, comme chacune sait). En bref, les nouveaux BARBARES sont nos murs.

Les victimes de l'autre samedi? Des vitres de l'EDF, des parcmètres, des panneaux publicitaires, des vitrines de commerces de luxe, des agences intérimaires, une JAGUAR. Quelques Bavoxes? Des cabines téléphoniques, une petite FIAT chahutée. Pas de quoi fouetter un chat... ni d'ailleurs abattre l'Etat. Plutôt un grand jeu de gendarmes et voleurs dont même

les frayeurs (après coup) sont amusantes, ces mornes samedis

de consommation. A noter la remarquable indifférence des passants plus sensibles aux rares violences policières (ex. lors de l'arrestation de l'inculpé) qu'à l'agitation des casseurs.

Alors on s'étonne de la vigueur des condamnations, de la disproportion entre le pompeux des discours (procédés totalitaires de l'Etat et d'EDF, Société nucléaire - Société policière, nous ne voulons pas de centrale, nous n'en aurons pas) et l'insignifiant des pratiques "de masse".

L'accent mis sur l'élargissement du mouvement à tout prix, le succès d'une opposition jugé au nombre de manifestants et à la qualité des organisations signataires (pensez donc Mr Chenard avait appelé à la manif!) conduit à s'enliser dans des négociations d'appareils sur le plus petit dénominateur commun.

Personne n'oblige quiconque à casser comme samedi dernier.

Ceux qui dénoncent les casseurs des symboles dérisoires de notre asservissement n'en sont-ils pas finalement plus respectueux qu'il y paraît?

La paralysie effective des projets de l'E.D.F. et de l'état prendra sans doute diverses formes, violentes ou non violentes. L'important n'est-il pas qu'une convergence entre ces oppositions prenne corps au plus vite au lieu de se faire peur à bon compte? G.D.

2 RACES DE CASSEURS

Le 8 février à Nantes, une photo faisait la une des journaux : Une femme désespérée balance un pavé sur les grilles de la préfecture. Objet de la manif : les licenciements chez Brissonneau.

Le mois de février à Denain et dans l'est voyait plusieurs attaques de commissariats, de chambres patronales.

Objet des manifs : les licenciements dans la sidérurgie.

Le 10 Mars à Nantes après la manif antinucléaire, "un groupe de casseurs saccage le centre ville".

Objet de la manif : le nucléaire. Conclusion : Il y a des actes que l'on dit violents et qui sont admis revendiqués même par les syndicats, comme les suites inéluctables des provocations du patronat et du pouvoir.

D'autres sont dits violents et rejetés par toutes les organisations.

Il y aurait donc une violence démocratique, puis l'autre.

C'est à dire que dès que la défense de l'emploi est la cause de la violence, elle est admise, sinon va... C'est gratuit (pas pour tout le monde ah ah!) ou même manipulé.

Il ne faut pas mélanger les torchons et les serviettes.

Soit on se bat pour son boulot et on peut cogner. Soit on se bat contre le nucléaire et là pour l'instant il n'y a pas de quoi tout casser.

Soit on n'a même pas d'emploi à défendre et tout vous agresse... Et alors, quelle hérésie que de casser quelques parcmètres et quelques vitrines bien choisis. C'est tout... Y.I.



ARRESTATIONS

Sylvie, arrêtée le 10 Mars et relâchée le lendemain, nous a fait part de son témoignage.

- APL : Comment as-tu été arrêtée ?

• S : J'ai manifesté jusqu'à environ 17H30. J'étais au bas de la rue de FELTRE quand un commerçant m'a saisie par derrière alors que je ne participais pas à la casse. Il m'a donnée aux CRS qui m'ont emmenée brutalement, en me faisant une prise au bras, jusqu'au commissariat de l'Arche Sèche. Je n'ai opposé aucune résistance. Je suis restée environ une demi-heure dans le car un CRS a bousculé DOMINIQUE (l'inculpé) en lui cognant la tête contre la paroi du car en le frappant au visage et dans le ventre.

Le car nous a déposés à la préfecture puis un autre car nous a emmenés à Waldek Rousseau.

- APL : Que s'est-il passé là-bas ?

• S : J'ai été interrogée une partie de la soirée. J'ai dit que je ne comprenais pas pourquoi j'avais été arrêtée alors que je n'avais pas participé aux violences. Je suis enseignante. Les CRS m'ont dit qu'ils comprenaient pourquoi, avec des gens comme moi, les enfants n'apprennent rien. J'ai été placée en garde à vue, on m'a emmenée à l'identité judiciaire (le fichage). Nous avons été relâchés le dimanche

matin et non le soir même comme l'ont dit les journaux et la télévision. Je crois que nous étions 5 dont deux mineurs et un nord-africain ne parlant pas un mot de français. Il y a complément d'enquête.

- APL : Qu'en est-il de ta blessure ?

• S : C'était très douloureux. Je me suis plainte toute la soirée et toute la nuit d'avoir mal au poignet; le lendemain seulement à 11H00 les CRS m'ont emmenée au CHU. Un interne m'a examinée et a diagnostiqué une entorse du poignet.

Il m'a mis un bandage. Il a déclaré que c'était vraiment une blessure dé libérée. Il semble que le CRS m'ait fait une prise d'aïkido. Jeudi j'y suis retournée et ils ont dû me mettre un plâtre et un arrêt de travail de 10 jours.

- APL : Tu déposes une plainte ?

• S : Oui pour coups et blessures par un fonctionnaire de police. J'ai pris Chouca comme avocat et je voudrais populariser mon action auprès des organisations pour obtenir la plus grande solidarité possible.

Juger en douce c'est sans doute ce qu'ils veulent... Pour mieux frapper. Quel silence sur la date du futur procès!

Pour ce procès va se reposer le problème de l'illégalité dans la lutte du Pellerin. Qui et au nom de quoi sera réellement défendu? Dominique (et non Yves) est antinucléaire comme Chénard. Et en catimini tout le monde veut bien rappeler que la première violence vient de l'Etat? Et de la violence des "casseurs" (péjoratif, entre parathèses) et la violence de l'état, il faudra choisir laquelle est la moindre? Et vite! La centrale se construit et le procès de Dominique est lundi 26 dans une semaine!

Il y aura une manifestation le jour du procès. Où, quand, comment? Pour le savoir tel. à APL, 76. 26. 33. G.L.

ST-LAZARE SUR LOIRE ?

Samedi après et pendant la manif antinucléaire certains ont peut-être exprimé leur idées en attaquant EDF, parcmètres, etc... Des uns publient textes sur textes, des autres font de la désobéissance civile

Et parmi les discussions de l'après manif: violence (où, comment), non-violence, politique (P.S.), un manifestant en taule. Chomeur, 23 ans.

Lundi 12 il comparaisait devant le tribunal et vite "montée de la violence", "chomeur", se faisaient entendre.

Aujourd'hui, samedi 17, il n'avait toujours pas pris contact avec son avocat (il est en train de le faire). Des pressions seraient-elles exercées sur lui?



DROITE — GAUCHE : VIVE LA REPRESSION !

C'est clair maintenant. A Nantes, désormais, et pas seulement sur le site même, la lutte du Pellerin sera violente. Ou elle ne sera pas. Alors, chez les gens que ça gêne, on a beaucoup pleuré, depuis le Samedi de la "manifestation du desespoir".

très grave. Nous ne sommes pas manchots et nous ne nous laisserons pas faire».

à droite

On a pleuré d'abord, à droite. C'est normal: c'est la droite qui veut faire cette centrale. C'est elle qui touche les dividendes du nucléaire, comme elle touche ceux des parcmètres, ou bien de l'interim. Et c'est la droite enfin, qui, la première, redoute la violence qui monte dans les poches de chômage. Et qui de plus, à Nantes, pourrait se conjuguer avec l'autre violence: celle des jeunes, ces marginaux qui font maintenant une masse importante, et qui, exclus de tout, pourraient choisir le nucléaire comme le symbole de tout ce qu'il faut combattre.

la fédé du P.S.

Les positions de la gauche, à quelques exceptions près, rejoignent celle de la droite. La palme au secrétariat fédéral du PS, qui ne se contente pas de l'habituel laïus sur l'efficacité des manifestations «dignes»: «Le Parti Socialiste demande aux Pouvoirs Publics de tout mettre en oeuvre pour que soient poursuivis les auteurs des violences et des dégradations (...)». Les CRS des Samedi, ont entendu l'appel du parti «socialiste» — voir par exemple la façon dont les CRS ont su «tout mettre en oeuvre» pour s'emparer de la personne de Dominique Guillot, jeune chômeur de la région du Pellerin.. En bonne logique, on attend du PS des réquisitions plus sévères que celles du procureur, le jour du procès. Et une lutte énergique pour que les autres manifestants interpellés, molestés et relâchés soient à leur tour incarcérés et convenablement punis par la justice.

reur» des sidérurgistes. Et les ayant bien compris, leur envoyait ses flics et leurs grenades... La repression des temps modernes: on fait appel à la police, et l'on verse une larme de crocodile quand, fidèle à ses méthodes, elle fait son travail.

Merci PS.

les commerces

Ainsi la SFEN, pour qui la manifestation fut un échec par «le nombre des participants, inférieur à 1% des populations concernées». (La SFEN s'enorgueillit sans doute des 95 signatures favorables à la Déclaration d'Utilité Publique de la Centrale: ça fait combien de pour cent des populations concernées?) Ainsi le RPR, «indigné», ainsi Regent, de la Chambre de Commerce, qui se vexe d'avoir vu Chenard défilé derrière un mannequin en paille le représentant lui, Regent, et qui du coup boycotte Chenard à la dernière réunion sur La Beaujoire. Les jobéristes, le CDS, l'UDF et les fascistes de l'UNI y vont chacun de leur couplet. Et tous dénoncent la responsabilité du maire — appuyés en cela par le PC! — Car c'est Chenard, bien sûr, cet antinucléaire vaincu, qui a bien sûr, semé le vent de cette petite tempête... Enfin, toujours pour la droite, Lemerrier, président des commerçants, relie lui, «l'assassinat du bijoutier Degenne, l'assassinat du Commissaire Moisan et le retour à la chienlit dans la rue...» «Si les particuliers ont peur, ils commenceront à s'armer», dit Monsieur Lemerrier, «les marchands ne tremblent pas, eux, et leur reveil pourrait être

Le Parti Socialiste, qui a perdu dans cette affaire tout sang froid, et toute pudeur, a le culot d'«ouvrir» le dernier numéro de son officieux journal, Ouest Unité, par une photo du même Dominique Guillot, entres les pattes des CRS. Tandis que dans les pages intérieures, on lit en même temps les phrases suivantes:

«Les pauvres cons qui ont tiré sur les vitrines et les flics avec des billes d'acier ne sont ni de droite ni de gauche. Ce sont des meurtriers» (Plus fort que Lemerrier..)

Et: «La morosité, le desespoir et parfois la violence répondent désormais à l'état qui ne veut rien savoir des oppositions locales... Si le gouvernement ne veut rien entendre, qu'il ne s'étonne pas de voir brusquement monter la violence»

En clair, le PS dit en même temps que les jeunes révoltés qui cassent sont des salauds, et qu'ils ont bien raison...

Un peu comme Giscard qui l'autre jour «comprendait» la juste «fu-

le maire

La position du maire de Nantes paraît, en contrepartie, d'une rare modération: il parle avec émotion des «heures pénibles» que la Ville a vécu — surtout l'arrachage des parcmètres, ça doit lui fendre le coeur.. Mais trouve le moyen de retomber gracieusement sur ses petites pattes en disant à Giscard: "tout ça est bien préoccupant. Mais c'est bien de ta faute. Va donc la faire un peu plus loin, cette petite centrale".

le P.C.

Le PC, lui, de son côté, se félicite, ... de n'avoir pas appelé à manifester. (Au moins c'est clair). Il accuse le Maire de Nantes d'avoir signé l'appel à la manif, et d'avoir défilé, contre l'avis des conseillers PC de Nantes. En oubliant, très simplement, qu'à Coueron ou à Saint Herblain, par exemple, des conseillers PC, et parfois tout leur groupe, appelaient bien à la manifestation. Il est vrai qu'ils appelaient, mais que, pour la plupart d'entre eux, ils n'avaient même pas envisagé de venir. Le PC, parti complètement paralysé dans ses contradictions, paraît s'enfoncer ces derniers jours dans l'incohérence: tandis que plusieurs de ses candidats aux cantonales font campagne contre la Centrale du Pellerin (comme le faisait encore, aux dernières nouvelles (??) le PC du Pellerin), on lit d'un autre côté, dans la presse du PC, d'extraordinaires communiqués, qui ne parlent que des deux tranches de Cordemais, et qui insistent sur l'importance d'un développement énergétique régional utilisant «toutes les sources possibles d'énergie»..

Le PSU enfin a trouvé " gratuite " la violence contre les parcmètres, EDF, les boîtes d'interim et les riches commerçants du centre. Il est pour une autre violence - " payante " ? - mais ne donne pas le mode d'emploi. Positions plus encourageantes, encore que discrètes, du côté des ml et de l'OCT.



JE SENS COMME UNE
VAGUE DE REVOLTE
BOUILLIR EN MOI



JE VAIS FINIR PAR
LANCER DES GRAVIERS
JE LE SENS...
OU MÊME PIRE...?!

Syndicats : confusion. La Fdsea parle à peu près comme le PS, l'appel à la répression en moins (Souvenir des luttes passées, quand même) La CGT d'EDF dénonce assez curieusement " les éléments incontrôlés qui se trompent d'adversaire " en attaquant " l'établissement public et nationalisé ". Alors, si les incontrôlés avaient attaqué la Chambre de Commerce, la CGT était d'accord? L'UD CGT n'a rien dit, ce qui vaut mieux, incontestablement, que dire des conneries. Il semble que dans la grande maison, qu'il s'agisse du nucléaire, ou même du rôle de la violence dans l'actuel contexte social, il y ait des pour, et des contre en équilibre. Alors, motus.

L'UD CFDT condamne les " vandales ". Mais la CFDT-EDF n'a pas eu le moindre soupir de protestation. Un militant, et pas des moindres, m'a dit : « Quoi, les quelques vitrines qui ont été cassées Cours des Cinquante Otages... Pfuu... On ne fera pas de communiqué sur ces brouilleries. On a une position de fond sur le problème, et on s'y tient. »

Enfin il y a tous ceux qui n'ont pas réagi, mais ont agi: ils étaient des centaines, ils croient, me semble-t-il; que si l'on veut empêcher cette Centrale de se faire, il faut être nombreux, certes, mais nombreux dans l'action. Une grande masse amorphe n'a jamais fait rien d'utile.

* * *

Et il y a l'APL, avec sa position énergique, à chaud dans un événement que nous avons vécu, de l'intérieur, et certes pas comme les " voyeurs " que sont tous ceux qui, ce jour là, n'ont rien vu, sont partis se coucher puis ont lu les journaux. Et tanté, avec eux, de persuader les nantis de s'indigner contre la violence.

Oui, nos articles étaient sommaires et partisans. Oui, seuls contre toute la presse, contre la droite, la gauche, et contre même, une partie de nos amis, nous avons cru sentir quelque chose de vivant, dans la folie des rues de Nantes, ce Samedi soir. Et c'est cela d'abord, avant toute analyse - même si l'analyse, elle, n'est pas pour nous " tabou " - qui est pour nous la contre information.

JPC

Bonjour Monsieur le Maire

OU : UNE CONFÉRENCE DE PRESSE EXTRAORDINAIRE

Depuis quelques minutes, la presse faisait les cents pas dans les hauts corridors de la mairie, quand apparut notre conférencier, je veux parler de Chenard. Nerveux mais digne comme il se doit, il se mit en devoir de serrer la main à ses auditeurs, et après quelques brefs échanges il nous invita à passer dans son bureau. Enfilade de couloir, anti chambre, salle de conférence évoquant modestement à sa mesure le riche mobilier de l'Elysée. Des fauteuils confortables nous attendaient et c'est en demi-cercle autour du bureau du maire que nous attendîmes les premières déclarations. Nervosité à la mesure de sa position inconfortable, la décontraction vint peu à peu... La pilule était passée, et voici comment:

Attaqué sur sa gauche par le PC, sur sa droite par l'UDF, il fût contraint d'exposer sa logique qui peut laisser perplexe.

1-Indigner tout le monde par la récapitulation des dégradations commises.

2-dissocier deux manifs en mettant de côté les 3 à 400 éléments " incontrôlés ou manipulés " qui ont commis des " exactions inqualifiables ".

3-Rejeter la responsabilité sur le pouvoir qui " refuse de prendre en compte l'avis des populations et de leurs élus ".

4-Dans sa lettre au président de la République il reprend les points 2 et 3 et demande une localisation nouvelle n'offrant pas les mêmes inconvénients.



Reste donc le problème des manifestations: Chenard n'aime pas trop ces responsabilités là. Il les rejette donc sur ceux qui organisent ces manifs. Étant donné le raz le bol généralisé " la violence devient trop facilement accessible ". La manifestation est un moyen d'expression qu'il approuve et qu'il convient de maintenir avec tout son calme et sa dignité. Eh sinon que reste-t-il?

Évidemment si la casse se démocratisait, il y en aurait qui aurait chaud! Mais faut-il garder son calme pour pérenniser des négociations quand il n'y a plus rien à négocier?

Qui peut approuver un simple déplacement de la centrale parmi les antinucléaires? Dire non implique-t-il plus que d'envoyer une lettre au président de la République après avoir participé à une manif calme et digne? On se le demande quand on lit certaines réactions.

Y.I.

LA C.G.T. VENDUE

**LA CENTRALE
SERA
CONSTRUITE !**

A E.D.F.

Notre Union Syndicale de la Construction ne veut pas leurrer ses adhérents.

La centrale du Pellerin sera bien construite. L'adjudication est déjà faite et c'est la grande entreprise Fougerolle qui sera maître d'oeuvre et déjà les entreprises Nantaises et Régionales savent ce qu'elles auront à réaliser sur ce chantier : Le Guilloù, l'ETPO, Dodin, Welbond, Trouillard, etc... sont les adjudicataires de Fougerolle.

C'est devant cette situation que nous avons accepté le communiqué publicitaire de l'EDF de la page ci-contre.

L'Union Syndicale de la Construction CGT va donc dès à présent, se préparer à jouer son rôle et en premier lieu à agir pour que l'accord national sur les structures d'accueil des grands chantiers soit véritablement appliqué, il engage la CGT, le patronat, l'EDF mais aussi les municipalités environnantes.

La rubrique "chantier de la centrale" ne vient donc que de s'ouvrir.

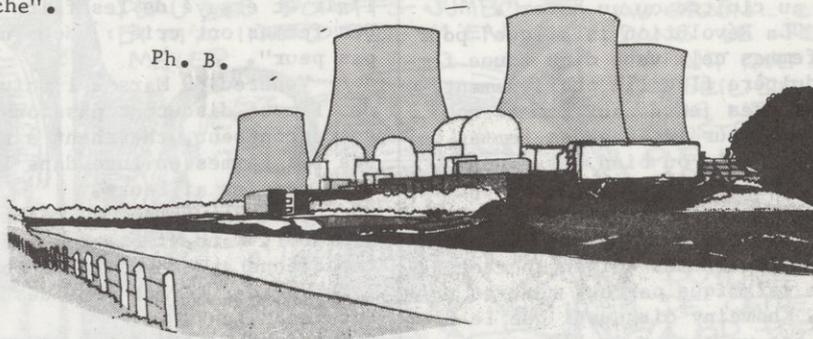
Albert LABARRE.

Le Président Régent est réjoui : pour une fois que les vues se conjuguent... Et de féliciter la CGT de la construction pour son attitude constructive. Une pleine page de pub pour EDF dans le numéro de mars du "Bâtisseur", organe mensuel de la CGT du bâtiment Et un encadré du syndicat pour affirmer, presque à regret : "La centrale du Pellerin sera bien construite". Après une succession de communiqués "mifuel- mi neutron", les uns pro-nucléaires par scientisme, les autres (plus récemment) anti par démocratisme, voici la CGT de nouveau pro. par souci de "ne pas leurrer" ses militants.

Dans le même temps, le PC prétexte la casse de samedi pour se tirer les pattes du sale géprier de l'opposition anti-nucléaire. C'était duraille pour des socialistes scientifiques de se retrouver à côté d'obscurantistes, ennemis du progrès et des conquêtes de la Classe pour plus d'énergie, de confort et de consommation. Dame, puisqu'aujourd'hui c'est inéluctable et que c'est écrit, luttons maintenant pour imposer un CHANTIER-MODELE, en attendant (demain peut-être chantera...) un contrôle démocratique du nucléaire dans le cadre d'une gestion audacieuse et de progrès.

Les murs de Nantes avaient raison : "Demain, l'atome sera de gauche".

Ph. B.



C'est sous ce titre que les habitants de GUEMENE-PENFAO et du canton ont appris la victoire de Jean Piton, l'ouvrier-boulangier, soutenu dans sa lutte par la section locale de la CGT et du COMITE DE SOUTIEN.

Ainsi, après plus de 2 ans de combat, le patron boulanger TARDIF est condamné à verser 5.300.000 d'anciens francs à l'ouvrier qu'il a abusivement licencié.

QUELLE CLAQUE POUR TARDIF !!

QUELLE MISE EN GARDE POUR TOUS LES PATRONS-COMMERCANTS DE LA REGION !

L'opération-pain, réalisée le 13 Février 1977, a donc été payante et ils doivent se mordre les doigts les candidats aux élections municipales (élections qui avaient lieu dans les mêmes temps), qui, bien que se réclamant "d'opposition", n'ont pas soutenu Jean... allant même jusqu'à dire que c'était cette action-pain qui les avait fait perdre !

GUEMENE-PENFAO

**"la justice existe parfois!
Jean Piton gagne son procès"**

Pour mieux saisir cette affaire, il est bon de se reporter aux numéros d'APL traitant ce sujet, notamment celui du 30 dec. 77. Le tract, distribué sur Guémené, résume l'affaire ainsi : "APRES 21 ANS de présence chez TARDIF, Jean PITON est licencié le 25 NOVEMBRE 1976. Une procédure prud'homale est engagée auprès du syndicat local CGT. Le comité de Soutien sensibilise l'opinion : information, tracts, opération-pain.

3 MAI 1977 : ECHEC de la tentative de conciliation due à la MAUVAISE FOI DE TARDIF.

7 JUILLET 1977 : Tribunal d'instance de St NAZAIRE = TARDIF EST CONDAMNE à verser 5.300.000 anciens francs à Jean PITON.

10 JANVIER 1979 : Suite à l'appel de TARDIF, la cour d'appel de Rennes CONFIRME le précédent jugement et CONDAMNE TARDIF à verser les 5.300.000 d'anciens francs, accordés à St Nazaire. LA JUSTICE EXISTE PARFOIS ! et pour tant...

DES FEMMES

EN IRAN

Des femmes en mouvement du collectif politique et psychanalyste du mouvement de libération des femmes sont en Iran depuis une semaine et envoient tous les jours des informations.

"Des F en mouvement : Teheran, le 10 Mars. Aujourd'hui 10 Mars dans la rue 50 000 femmes font trembler l'édifice monotheïste d'orient et d'occident, celui des pays d'islam ou d'ailleurs. Elles se sont battues contre la dictature américaine du Chah, ce n'est pas pour retourner sous la terreur de l'Ayatollah, rentrer au cloître ou au harem".

"La Révolution islamique" pour les femmes cela veut dire : une femme adultère flagelle publiquement, des pierres jettées aux femmes non voilées ("sur la tête des femmes ou bien le voile ou bien les coups"). Toutes les lois qui protégeaient les femmes du terrorisme de la loi islamique ont été abolies par Khomeiny. Toutes les femmes doivent porter le voile islamique partout même au travail. Khomeiny dit aussi que le 8 Mars est un slogan de l'Ouest.

"Jeudi 8 Mars, réunion sur un stade couvert de 30 000 femmes environ, des témoignages de solidarité : des fedayins, d'une femme arabe palestinienne, d'un groupe de femmes professeurs, de Kate Milet, de femmes du Japon, d'Italie, de Chine, d'URSS, de Cuba, Angleterre, des femmes du Collectif politique et psychanalyse du MLF de France, présentes dans la salle.

Des projets actifs, des moyens de lutte : se donner des lieux, faire un journal, des livres, des brochures (deux sont déjà en circulation). Force et enthousiasme animent cette réunion".

"Rendez-vous vendredi matin à l'université et samedi pour un sitting, des femmes partiront de leurs lieux de travail, de leurs maisons, les lycéennes de leurs écoles et se rejoindront sur la place du ministère de la justice. Très spontanément les femmes sorties dans la rue, dix, vingt, trente mille criaient :

- "Le 8 Mars, ni un jour de l'est, ni un jour de l'ouest c'est un jour mondial".
- "A l'aube de la révolution les femmes sont oubliées"

- " Nous sommes des femmes iraniennes nous ne resterons pas enchaînées".
- "Sans la libération des femmes la révolution n'a aucun sens".
- "Indépendance, liberté, égalité des droits".
- "Insulter, molester les femmes : c'est un complot de la Savak".
- "Les femmes luttent et leurs luttes sont victorieuses".
- "Nous ne voulons pas de voile obligatoire et mort au gouvernement islamique".

La Police a tiré des coups de feu en l'air et essayé de les faire reculer. Des femmes ont crié : "Nous n'avons pas peur".

Vendredi 9 Mars à l'université des femmes discutent passionnément, se rencontrent, cherchent à rejoindre les femmes en lutte dans les pays musulmans et ailleurs. Sur place les femmes du collectif 4 et Pol, Kate Milet et une femme canadienne apportent leurs forces et leur solidarité aux noms des femmes "occidentales".

Après avoir utilisé les mouvements révolutionnaires, le pouvoir religieux veut les enfermer dans sa réaction.

"Les forces de Vie et de révolution des femmes ne se laisseront pas étouffer. Quand les femmes iraniennes font sauter leurs chaînes, ce sont les femmes du monde entier qui avancent avec elles".

Samedi 10 Mars à Thérans 50 000 femmes iraniennes manifestent après l'interdiction faite aux femmes par Khomeiny de fumer dans la rue : 50 000 femmes, 50 000 cigarettes, les mots de Khomeiny s'envolent en fumée.

Vive la lutte des femmes Iraniennes,
Vive la Révolution des femmes.

Des réunions ont lieu tous les jours dans toutes les villes pour s'informer et trouver quotidiennement des gestes de solidarité avec les femmes iraniennes avec qui nous sommes en contact en Iran.

A Paris une réunion est prévue pour préparer la manifestation du 14 Mars qui aura lieu dans plusieurs villes Rouen, Lyon, Lille, BORDEAUX, Marseille

Lundi 12 Mars à Paris 200 femmes iraniennes se sont retrouvées pour discuter avec les femmes du collectif politique et psychanalyse et les groupes femmes. A Nantes nous proposons aux femmes qui se sentent concernées par la lutte des femmes iraniennes, une réunion le Mardi 20 Mars chez Adèle 12 rue Léon Blum (3ème étage). Si vous ne pouvez pas venir écrivez-vous (avec un timbre pour la réponse). Nous aimerions rencontrer des femmes iraniennes pour discuter et/ou les mettre en contact avec les femmes iraniennes de Paris.

PS : Pour avoir des renseignements encore plus frais on peut téléphoner 16 (56) 91.80.72
16 (1) 222.02.08

rennes : Greve de la faim

Bientôt 2 mois de grève de la faim pour Agnès Béothy. Agnès Béothy, Claudine Baptiste condamnées à 13 et 15 ans de prison ont entamé une grève de la faim pour protester contre leur régime d'isolement (très proche du régime des quartiers de haute sécurité), bien qu'il n'en existe pas officiellement à Rennes.

Claudine, dans un état grave a été transportée à l'hôpital de Fresnes. Il faut noter que le directeur de prison a les mains libres pour appliquer ce régime, la loi étant fort imprécise sur ce point.

Deux femmes ont à leur tour commencé depuis le 8 Mars une grève de la faim à Paris aux "temps modernes" afin de soutenir l'action d'Agnès et Claudine et d'obtenir la suppression totale des QHS et de l'isolement. Des cartes postales à envoyer à la directrice de la centrale de Rennes sont en vente à Paris aux librairies de femmes et au CAP.

Nous pourrions aussi leur envoyer des télégrammes de soutien à la :
Centrale de femmes de Rennes
35000 RENNES
Groupe F NANTES CENTRE

IRRESPONSABLE

studios

LA SEULE B.D. QUI N'A RIEN A DIRE MAIS QUI N'Y VA PAS PAR 4 CHEMINS POUR LE DIRE EN FACE.

DANGER SUR TERRA

RÉSUMÉ LA GUERRE A ÉCLATÉ SUR LA PLANÈTE TERRA, ENTRE LES TONG-TONG-MIAM ET LES TCHANG-ZIM-ZIM. LES POPOFFS-JUMBO, ALLIÉS DES PREMIERS, VONT ILS UTILISER L'ARME INVINCIBLE, LE PALPEUR DE BABOUNE (À RANIUM-FISSA)? HEUREUSEMENT, LA TENEBREUSE BETTY BOUPE ET SON FIDÈLE ASSISTANT, JASPER GUITOUNE, VEILLENT AUGCRAIN...



ALORS JASPER ON A LES FOIES ?...

C'EST POURTANT PAS LA PREMIÈRE FOIS QUE NOTRE INTREPIDE ASTRONÈF NOUS PROPULSE VERS DE NOUVELLES AVENTURES... ALORS ?



EUH... C'EST LE CASSOLET EN TUBE QUI PASSE PAS... BURP!

A VRAI DIRE CAPTAIN BETTY MOMAN M'A DIT QUE LES YOUKI-GOME VOULAIENT LA PEAU DES POPOFFS-JUMBO ET M'A INTERDIT DE M'EN MÉLER



MAIS LE CONFLIT MONDIAL COUVE, JASPER ET NOUS DEVONS VEILLER AU GRAIN... C'EST ÉCRIT DANS LE RÉSUMÉ. ET EN TANT QUE MEMBRE DU CONSEIL DE SÉCURITÉ, NOUS NE POUVONS NOUS SOUSTRAIRE AU DESTIN QUE L'HISTOIRE NOUS ASSIGNE...

ALLEZ JASPER... ABANDONNEZ VOUS AU RYTHME TREPIDANT DE CETTE INENARRABLE BD POPULAIRE...

TU PARLES... MOI J'USUIS TOUJOURS BON POUR M'TAPPER LA FIGURATION INTELLIGENTE



SOUCHE SATCHÉ



ÇA Y'EST, ON APPROCHE, JE RECONNAIS CES GRAPPES DE CHOMEURSET DE NECESSITEUX SI TYPYQUES SUR TERRA...



CAPTAIN BETTY, KID DARBOIS VIENT D'APPELER DU STANDARD : LA GUERRE MONDIALE EST REPUSSEEE A UNE DATE ULTERIEURE TERRAIN INJOUA BUE POUR L'INSTANT...



ON RETOURNE A LA MAISON ! A MOI LES DOUGES CHARENTAISES ET LE FEUILLETON A LA TEE

GLAC!



ÉDITION SPECIALE : LES 2 VAINQUEURS SONT RAVIS DE LEUR VICTOIRE RESPECTIVE

NOTRE MISSION EST ANNULEE, JASPER... NI HONNEURS, NI FLEURS NI COURONNES, NI MÉDAILLE DU MÉRITE, NI PRIME DE RISQUE... AH ! DUR LA B.D. À PETIT BUDGET!

LISEZ : "A TOUS LES COUPS L'ON GAGNE" LE MANUEL DE LA GUERRE MO DERNE...





noirmoutier coule

La brèche, vue de la Baie de Bourgneuf le 1^{er} Janvier. Au fond, au-delà du cordon dunaire, la mer. L'île est réduite à une mince bande de terre.

Souvenez-vous, la dernière nuit de 1978, la mer enfonçait une digue de Noirmoutier, balayait le polder Sébastopol et s'infiltrait jusqu'à l'autoroute, inondant une bonne part des terres cultivables Barbâtre. Le maire de cette commune déclarait: "Heureusement nous n'avons pas de vie humaine à déplorer". Certes la mer, "Madame" disent les pêcheurs de l'île, n'avait emporté personne. Mais ce n'est elle qui est en cause aujourd'hui. Ce qu'elle n'a pu faire "les autorités" s'apprentent à l'accomplir. Leurs victimes désignées s'appellent Gabrielle et Roger Billaud, fermiers sur le polder depuis quatre ans. Ils ont quasiment tout perdu. Excepté leur désir fou de rester sur cette terre mouillée. (voir APL n° 59 et 60)

sécurité

Depuis deux mois et demi, les autorités de l'île les ignorent. Comme si elles voulaient les faire disparaître par omission, en oubliant simplement leur présence. Déjà, quelques jours après l'inondation, Mr Oudin, conseiller général de l'île, annonçait superbement: "le polder Sébastopol est inexploité". Roger et Gabrielle avaient ressenti comme une insulte ce qui était, bien pire, la myopie volontaire d'un technocrate bétonneur. Les Billaud s'étaient étonnés aussi du peu d'empressement des autorités municipales à les secourir.

Et ce vendredi de mars il y a quelque chose de dérisoire à voir la caravane où ils nichent, embourbée dans les lambeaux de la pelouse, devant leur maison mangée par le sel alors que des pelleteuses s'empres- sent de renforcer la digue de repli derrière eux, pour préserver avant tout le restant de l'île.

"On nous enferme dans le polder comme des pestiférés en quarantaine, avant de se débarasser de nous", accuse Gabrielle. La lenteur des secours (1800 Fr depuis la catastrophe), l'hostilité avouée de certains conseillers municipaux, la politique du secret et du fait accompli, tout concourt à renforcer l'isolement des Billaud à les sacrifier à la sécurité future de l'île.

La sécurité de l'île, personne n'en dénie la nécessité et surtout pas les fermiers du polder. Près des 2/3 de la superficie de Noirmoutier sont au-dessous du niveau des hautes eaux. Dans le futur, il faudra créer 34 Km d'ouvrages de défense sur les 54 Km de côte de Noirmoutier. L'évidence impose la réfection de la digue érodée par la mer, le temps, les négligences successives dont l'ultime, celle de Chupin l'actuel propriétaire, n'est que la plus spectaculaire. Pour refaire la digue il faut pouvoir l'approcher à travers le polder et surveiller constamment les faiblesses éventuelles du pied de digue. Seulement des choix restent possibles: faire ces aménagements en rognant certes, sur les terres cultivables mais en préservant la vocation agricole du polder ou bien faire une croix sur les actuels fermiers,

et affecter le polder à un autre visage. Tout donne à penser que la deuxième solution a été retenue.

punir qui ?

Un conseiller municipal d'opposition (de gauche) de BARBATRE nous a confirmé qu' aussitôt après la catastrophe certains avaient envisagé de porter tous les efforts sur la digue de repli et de laisser l'ensemble du polder à la mer, définitivement. Cete proposition absurde ne fut pas longtemps retenue. Ce qui avait été conquis à la mer devait demeurer.

Ceci dit, il fallait déterminer les mesures à prendre sur le polder. Le SIVOM (syndicat intercommunal à vocations multiples) décidait, le 19 janvier, "de créer un chemin d'accès et d'engager immédiatement des travaux de confortation sur le polder".

A cet effet, le SIVOM sollicitait du préfet "une déclaration d'utilité publique pour permettre l'expropriation de l'ensemble de la digue du polder et d'une bande de terre de 100 mètres à partir du pied de digue". Ces 100 mètres ont fait couler beaucoup d'encre (salée).

"Nous enlever 100 mètres aboutit à démanteler le polder sans nécessité technique" disent les Billaud. Contacté par téléphone, M. Duchartre secrétaire du SIVOM nous dira: "On prend 100 mètres pour des questions techniques mais aussi de principe". Questions de principe "parce que j'ai envoyé trois lettres au propriétaire (Chupin), restées sans réponses.

Monsieur Chupin a acheté très peu cher le polder en s'engageant à entretenir la digue. Il ne l'a pas fait, nous devons sévir". Curieuse manière de punir un propriétaire que d'empêcher ses fermiers de travailler. A y regarder plus profond se greffent sur ces considérations des querelles de personnes et au-delà peut-être d'intérêts.

antagonismes

Les personnages d'abord : Chupin, les Billaud et Mr Duchartre.

Chupin est à l'évidence expert en opérations douteuses. Entrepreneur de TP il a établi sa réputation sur des scandales (ex. Les constructions défectueuses de la chapelle/ Erdre), des appuis politiques (à la mairie d'Angers et dans la majorité) et des faillites retentissantes (ses affaires en partie reprises par des Belges ont été remises en liquidation).

Pour la population de Noirmoutier, Chupin est l'homme à abattre, "s'il vient on le pend !" ont même dit des paysans de Barbâtre. Pour les autorités de l'île, il est le coupable idéal qui camoufle leurs propres responsabilités. Il y a là comme un exorcisme après une catastrophe que l'on n'a pas su éviter.

A coup sûr, il n'est pas question de verser des larmes sur Chupin, juridiquement responsable, qu'il paie le coût des travaux. Pas sûr d'ailleurs que la collectivité puisse se rembourser grand chose. Il s'avère que le polder est depuis longtemps hypothéqué et que les banques se paieront avant la commune. Mais que lui, CHUPIN, paie, pas ses fermiers !

Aux yeux des Noirmoutins les Billaud ont des torts : celui inefaçable, d'être "les fermiers à Chupin" et le raccourci de langage suffit à les lier d'intérêt. Mais encore les Billaud ne sont pas néfiens. "Ils sont du continent". Donc étrangers pour quelques siècles encore. De plus les Billaud ne sont guère aimés parce qu'ils ont interdit la chasse sur le polder, qu'ils fréquentent peu les lieux publics et que depuis toujours dans l'imaginaire de Barbâtre, "ceux du polder" sont gens d'un monde à part d'espace et de solitude.

Tort aussi de faire du mouton au royaume de la patate. Enfin les Billaud sont accusés de beaucoup de choses. Le secrétaire de mairie, le vétérinaire, certains habitants ont des sous-entendus plein la bouche. Une lettre reçue à l'APL explique que les Billaud ne clôturaient pas leurs bêtes, qu'elles allaient

bouffer le maïs ou l'ensilage des paysans de Barbâtre. Que les vaches des Billaud n'avaient pas été vaccinées contre la brucellose pendant 2 ans et risquaient de la transmettre au bétail du Barbâtre. Bien sûr, les Billaud rejettent ces accusations. Pour nous, qu'elles soient vraies ou fausses, ces querelles de voisinage ne justifient pas qu'on ignore ces paysans complètement sinistrés, isolés et sacrifiés à "l'intérêt général".

Monsieur Duchartre reprend et renforce ces accusations. Il n'aime pas les Billaud et ne s'en cache pas.

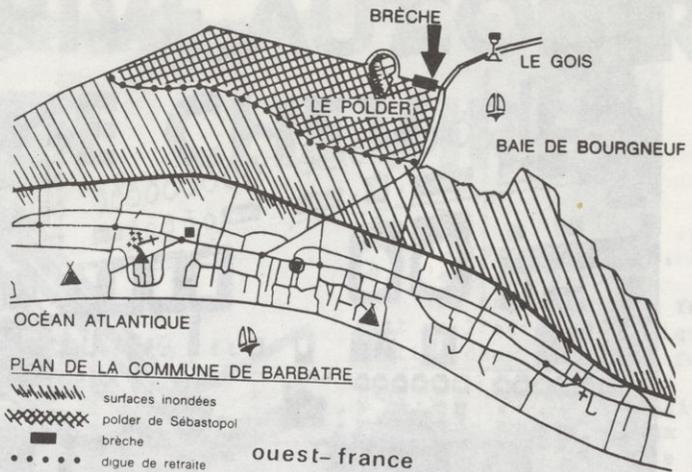
"Ils ont fait des conneries et j'aurais préféré l'expulsion pure et simple". Mais "je ne suis pas le maire, sinon j'aurais agi différemment. Je suis un gars raisonnable je soutiendrais les Billaud pour qu'ils soient indemnisés." Ce monsieur Duchartre, la catastrophe l'a bombardé aménageur et il ne tient plus en place.

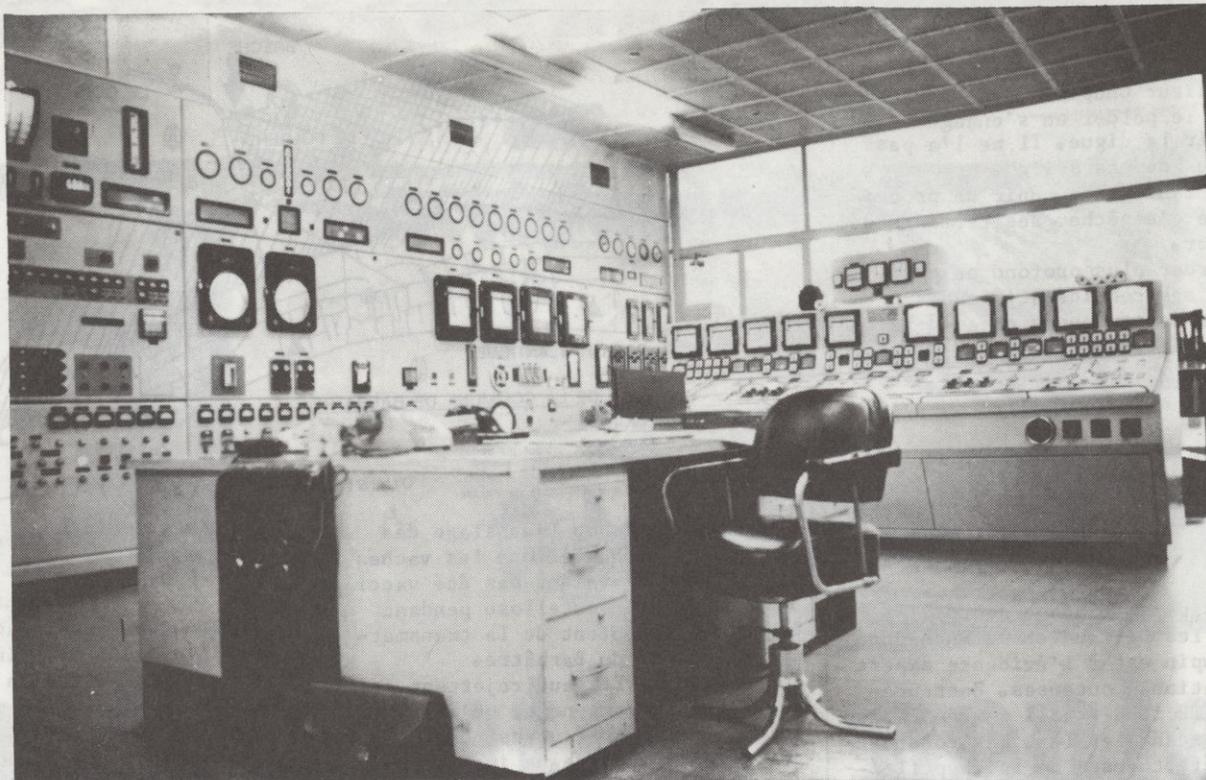
"J'ai fait refaire la digue, je construis une route de crête, je veux profiter de l'occasion pour faire du polder une réserve naturelle".

Alors que va-t-il advenir ? La question posée est finalement celle de l'appropriation des terres. Qui a des droits sur le polder ? Les fermiers parce qu'ils y travaillent ? La collectivité pour en faire profiter le plus grand nombre ou préserver la nature ?

Mais rien n'assure qu'une fois rendu à la collectivité, le polder ne sera pas affecté à un usage immobilier ou à un aménagement de béton. Le passé de Noirmoutier ne plaide pas en faveur des autorités communales qui ont sacrifié le caractère de l'île au tourisme. L'affaire récente du Grand Mullembourg (APL N°62.p2) confirme cette tendance. En toute hypothèse l'avenir du polder ne peut-être décidé sans une solution pour les Billaud. Qu'on leur permette de rester sur place ou qu'on leur trouve des terres ailleurs ! Et surtout qu'on s'occupe vraiment des tous les sinistrés de la catastrophe au premier rang desquels ils sont.

G.D





EDF: COURT-CIRCUIT

Pour une fois, ceux de Chéviré avaient trouvé une forme d'action qui ne gênait que la direction d'EDF. Ils avaient brisé le vieux consensus de ces grèves codifiées de longue main par syndicats et direction: ils n'acceptaient plus la "règle du jeu" qui fait de l'usager l'arbitre, sans recours, et le garde-fou des conflits.

Pour une fois, les grévistes avaient sauté hors du cercle qui fait d'eux les "mal aimés" du service public. Humeurs en forme de condamnations (l'indignation de l'"opinion publique") des réactions codifiées elles aussi et auxquelles les agents EDF sont diablement sensibles.

"Les jours de grève, ma femme en entend de drôles quand elle va faire ses courses. Elle la boucle: pas envie d'avouer que son mari travaille à l'EDF"...

Pour une fois... "C'était en décembre 77. Les agents de Chéviré luttèrent pour obtenir une requalification qui les aligne sur la grille des agents des centrales nucléaires, plus favorisés. La direction avait coupé la poire en deux: la moitié des "Chefs de bloc" passeraient en catégorie "8", les autres restant - pour le même travail - en "7"... Ce genre de bizarrerie qui vous fait partir en grève.

Une grève innovatrice, "trouble-fête" comme dit Philippe GALLARD, le commentateur d'Ouest France. Plutôt que d'appliquer la classique consigne de baisser la production ceux de Chéviré avaient imaginé au contraire de mettre la gomme c'était l'hiver, Chéviré fonctionnait à plein rendement. Idée de maintenir cette puissance maximum jour et nuit...

La centrale de Chéviré, centrale thermique de faible puissance par rapport aux monstres modernes producteurs d'énergie, a un rôle de modulation, de régulation pour la distribution d'électricité. Le prix du kWh y est relativement élevé.

On imagine la gêne de la direction de l'EDF, obligée de faire une drôle de gymnastique, de baisser la puissance d'autres centrales qui fonctionnent et ne sont rentables qu'au maximum. Une action qui coûtait cher à l'EDF, et dont l'usager ne ressentait nullement les effets.

"C'est pas de jeu"... Les agents de Chéviré avaient consciencieusement écrit "grévistes" sur leurs fiches de pointage. Non moins consciencieusement, la direction de Chéviré a rayé cette mention: C'est pas de la grève, c'est du "refus d'obéissance". Jamais on n'a

vu ça: et c'est vrai que l'es-pèce de convention occulte qui régissait les rapports direction et syndicats (majoritairement et historiquement la CGT) excluait jusqu'à maintenant ce vagabondage à haut régime électrocutant les intouchables "nécessités du service".

En janvier 1978, les sanctions tombaient comme foudre. 28 "chefs de blocs" (la quasi totalité) blâmés. Sur le plan économique, pas grand dommage. C'étaient le droit de grève et la liberté de choisir la forme de cette grève qui étaient en question.

Curieusement, à l'époque, si les blâmes avaient été discutés et commentés, dénoncés à pleins tracts, ils n'avaient guère provoqué d'étincelles. C'est plus d'un an après, à l'annonce de la réunion d'une commission de discipline qui devait statuer sur les 28 agents de Chéviré, que le conflit démarre. Occupation du dispatching de La Perverrie, occupation de la centrale de Chéviré où la production s'arrête, mise en veilleuse de Cordemais, de Brénilis, de Chinon...

Au bout d'une semaine, si tout n'est pas rentré dans l'ordre, on peut dire que tout est rentré dans la norme. Dans la norme acceptable d'un conflit classique à l'EDF. Des baisses de production de 30 ou 40%, des débrayages entraînant délestages et coupures, la grogne de l'usager, les protestations vertueuses de ceux qui sont les moins touchés

par les coupures : la Chambre de Commerce et d'Industrie qui crie au sabotage dans une conjoncture particulièrement délicate...

Bref, le retour en force de la "routine", tout ce qui avait été passé en actes par les imaginatifs de Cheviré.

Mercredi matin, 7h.30. Il ne fait pas chaud sur les bords de la Loire. La veille, par téléphone, on nous a invités à passer à Cheviré pour suivre l'AG des grévistes, et discuter.

Mal réveillés, nous nous garons devant les grilles. Pluie fine. Une banderolle : " Centrale occupée ". Un membre du piquet de grève nous pilote à l'intérieur de la centrale, vers le large hall où se tiend l'A.G.

Juché sur un escalier métallique, Jean-Claude Barré, au nom de l'intersyndicale, fait le point. " Des piquets de grève ont été mis en place à Orvault...D'autres centrales suivent le mouvement...." Ils sont 60 à écouter en silence.

"Tu comprends, on n'est pas très nombreux aux A.G. D'abord, à Cheviré, on est peut-être 120. Et puis, grève ou pas, on travaille toujours, et les copains de l'équipe de nuit sont partis dormir. Ceux qui viennent cet après-midi se mettront au courant. Ou ils vont aller directement à la maison de ce matin."

Drôle de grève que celle des personnels des centrales. La production s'arrête, mais on continue de tourner en équipes pour assurer la sécurité.

L'A.G. se termine, on discute de l'origine du conflit : "On n'avait jamais vu une atteinte pareille au droit de grève. Il faut bien expliquer que le moyen que nous avons utilisé ne gênait en rien les usagers mais uniquement la direction. Ça, la presse ne le dit jamais..."

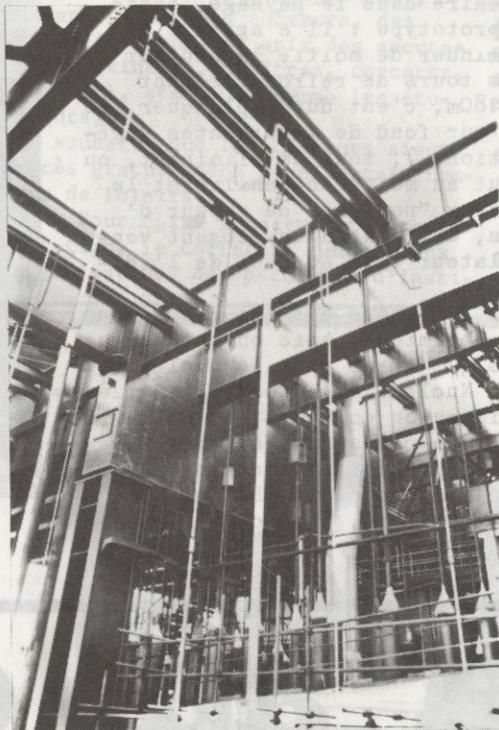
Nous franchissons, pendant que l'AG se disperse, une porte au fond du grand couloir à gauche. Nous pénétrons dans les entrailles du monstre...

Devant nous d'immenses entonnoirs, les trémis, vestiges de l'ère antédiluviennne où la centrale s'alimentait au charbon. Derrière se tapit une immense chaudière...

"Aujourd'hui, on n'utilise plus le charbon, nous indique notre guide, on brûle du gaz, et surtout du fuel."

La centrale de Cheviré a un rôle particulier dans la production de courant électrique. Mise en route en 1953, c'est une vieille centrale pas bien puissante, et les kilowattheures produits sont beaux mais chers. Cheviré joue les utilités, a un rôle d'appoint : si la demande

DÉRIVE AU COEUR DE CHEVIRÉ



est forte, on la fait tourner. Dans le cas contraire, Cheviré se tait.

"On est parfois 8 à 10 jours sans tourner, mais on est toujours prêts," dit un chef de bloc, la cinquantaine, bleu de chauffe, gitane mais à la lippe. Il est de garde. Dans sa salle de contrôle, une enfilade de boutons, de cadrans, d'écrans et de curseurs. Aujourd'hui, aucune frénésie n'anime les aiguilles, et les stylets n'ont aucune variation à inscrire. Tristesse d'un jour sans jus.

"Vous voyez, là, au centre du tableau, on contrôle l'ensemble des organes de production. A droite, la chaudière; à gauche la turbine."

Un écran de télé nous dispense l'image fixe et bien cadrée des cheminées de la centrale : pas le moindre fumet, grève oblige.

"C'est pour surveiller la fumée. Si la couleur du ciel s'assombrit, c'est que la combustion est mauvaise". Sur un autre écran, une flamme tout ce qu'il y a de puissant s'échappe d'un brûleur. Une caméra située à la verticale en haut de la chaudière permet de voir 50 m. plus bas le coeur de la fournaise.

"On contrôle la pollution. Quand on brûle du gaz, il n'y a pas de problèmes : la fumée blanche, c'est de la vapeur d'eau. Une fois dans une journée, on a brûlé un million de mètres-cube de Lacq".

Autre combustible, le fuel. Là, c'est autre chose.

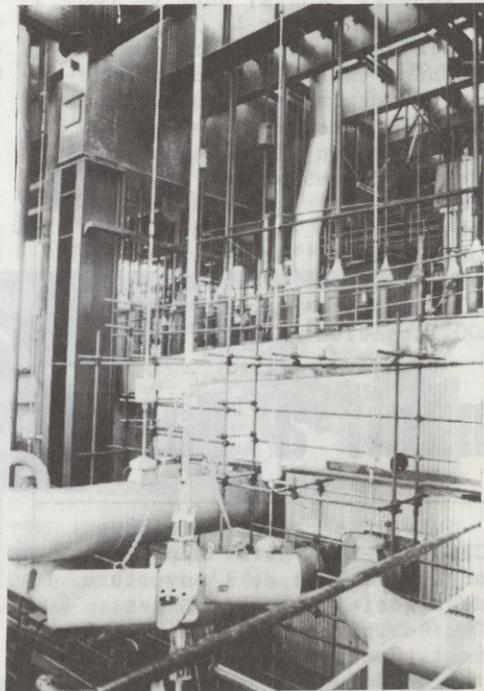
"La combustion du fuel produit de l'acide sulfurique. On utilise deux sortes de fuel.

S'il y a trop de pollution, on passe sur un fuel mieux raffiné. Mais bien sûr, il coûte cher, alors on ne l'utilise pas souvent. On attend la décision du "dispatching", et en général on baisse les chaudières."

Autour de Cheviré, l'EDF a placé ses témoins : capteurs d'acide sulfurique (SO₂). Cheviré, comme l'improbable centrale nucléaire du Pellerin, est située sous les vents dominants. Placés entre la centrale et Nantes, les capteurs donnent l'état de la pollution dans une zone proche. En cas d'alerte, des voyants se mettent à clignoter, et des signaux sonores tintinnabulent gaiment, secouant la monotonie de la vieille thermique.

"Ça arrive assez souvent mais on est en dessous des normes des Mines (une administration qui dispose, dans l'agglomération, de ses propres capteurs) : 0,8mg/m³, alors que pour eux c'est 2mg/m³".

Ces immenses chaudières sont refroidies par de l'eau pompée directement en Loire. Cheviré sirote ses 30 m³ à l'heure. Une bonne partie retourne au fleuve, le reste part en vapeur d'eau. Un problème: celui du réchauffement des eaux de la Loire.



" A la sortie, la flotte fait en moyenne 5° de plus qu' à la prise d'eau. En été, on a parfois des ennuis car la température de la Loire, norme impérative, ne doit pas dépasser 28 degrés..."

On passe du côté des turbines : tout est calme. "Aujourd'hui, c'est calme, mais quand ça tourne, ça fait un sacré raffut!" On visite le dernier poste de commande, les tranches les plus récentes : à peine dix ans d'âge. Et on discute du conflit. Le chef de bloc fait partie des 28 sanctionnés. Planqués derrière un pupitre, des ouvriers jouent au Tarot. De garde... mais cools.

Un ascenseur nous tend sa cabine : 53m50, les toits. Armatures métalliques, passerelles du même métal, tuyaux suspendus, ressorts et filins. " C'est chouette!" Les chaudières sont suspendues à l'armature. Quand ça chauffe, il faut permettre la dilatation : 22 cm de variation, ce n'est pas rien..."

Le regard est attiré vers le sol : vertigineux.

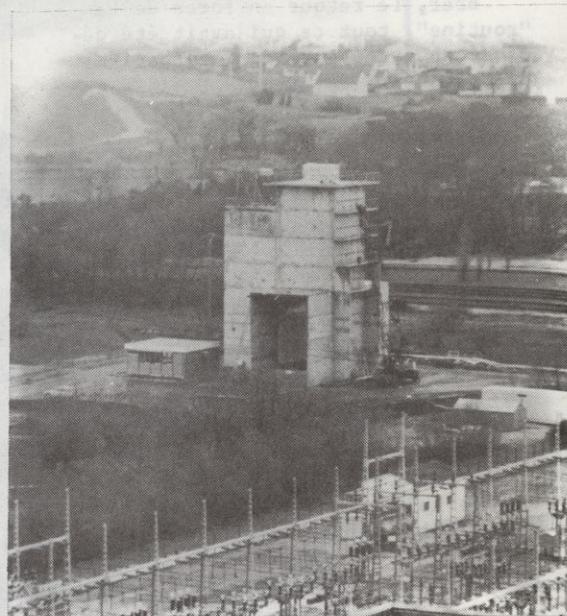
En bas à gauche, une curieuse construction de béton. Le guide nous rencarde : "Ca, c'est un modèle réduit de tour réfrigérante". Pour le Pellerin, comme pour ailleurs, EDF, soucieux des légitimes récriminations des habitants pour une intégration toujours plus harmonieuse du nucléaire dans le paysage, teste un prototype : il s'agirait de diminuer de moitié la hauteur des tours de refroidissement (180m, c'est dur à planquer, même sur fond de luxuriantes végétations), tout en éliminant, ou tout au moins en banalisant le fameux "panache" de vapeur d'eau, à l'aide d'un élégant ventilateur fixé au chef de l'édifice.

"On nous dit que c'est pour le thermique, mais on est persuadés que c'est pour le nucléaire."

Nucléaire...C'est la première fois qu'on en cause: et on ne reviendra pas sur le sujet.

S'amorce la descente dans le vieux monte-charge. Retour à la vie courante, avec ou sans courant.

D.B. et Ph.B.



Greve au c.e.t.e.

Le C.E.T.E. de Nantes (Centre d'Etudes Techniques de l'Équipement) était en grève le jeudi 15 mars comme tous les CETE de France. Il faut dire que les syndicats et le personnel s'inquiètent fort de l'avenir des CETE depuis quelques mois, l'état patron ne veut-il pas les démanteler?

Les craintes du personnel étaient malheureusement fondées, ces jours-ci vient de paraître le rapport Rudeau; dans ce rapport commandé par Le Theule (Ministre des Transports) et D'Ornano (Ministre d'Environnement et de Cadre de Vie), les deux Ministres de tutelle, on peut lire: qu'il ne fallait pas exclure des mutations pour raisons de service, et qu'il fallait réduire les dépenses de fonctionnement et de personnel de 35 millions de francs (ce qui pourrait entraîner 300 ou 400 licenciements).

manif a Paris

Le 15 mars les syndicats CFDT-CGT-FO avaient appelé à une grève lors de l'ouverture de négociations chez Maget, Chef du personnel de l'Équipement. Grève mais aussi manifestation à Paris pour appuyer les

représentants syndicaux qui demandaient une augmentation des financements et une garantie sur l'emploi, et maintien du statut.

A 10 heures en même temps que le début des négociations, commence une manifestation qui regroupe de 800 à 1000 personnes (ce qui est un succès car l'effectif total des différents CETE est de 4500 agents). Dès le début, la manifestation pour tant autorisée, est encadrée, comme de coutume à Paris, par des flics. Vers 11h 30, la manifestation est bloquée à 200 mètres du Ministère par les flics et les gardes mobiles.

Une délégation rejoint l'intersyndicale chez MAYET pour exiger le retrait des flics. Après quelques discussions, d'Ornano fait savoir qu'il refuse.

La délégation intersyndicale déclare alors qu'il est impossible de continuer la discussion avec MAYET dans ces conditions et rejoint la manifestation qui bloque le boulevard St. Germain.

L'intersyndicale fait un bilan totalement négatif de l'entretien avec MAYET:

- pas de crédits supplémentaires

- pas de garanties sur le plein emploi

12h 30 - 15h 30 - La manifestation décide de rejoindre le Ministère des Transports au Quai de Passy. Après courses et cache-cache avec les flics, la manifestation atteint l'Assemblée Nationale, puis réussit à pénétrer au Ministère des Transports à Passy où une Assemblée Générale se réunit immédiatement et propose:

- l'envoi des délégations à l'Assemblée Nationale, à la Radio et à la Télévision.

- un certain nombre de propositions pour la poursuite de l'action, soit une grève tous les mois, soit des grèves reproductibles, soit des grèves tournantes pour désorganiser les services.

a nantes

Sur un effectif de 190 personnes environ... il y a 60 % de grévistes. Les portes des véhicules de service sont bloquées par les grévistes.

Vendredi le personnel tient une Assemblée Générale; le directeur de Nantes, Bauer, fait courir le bruit que les syndi-

cats sont trop alarmistes, qu'il n'a jamais été question ni de licenciements, ni d'atteinte au statut.

Volte face du Ministère ou alors campagne d'intoxication pour démobiliser le personnel?

Il est de toute façon évident que l'action du 15 mars aura prouvé que le personnel des CETE ne se laissera pas faire sans réaction.

Un gréviste.

chômeurs cfdt

Le collectif chômeurs CFTD, demande, pour les chômeurs, des réductions sur les prix des spectacles : cinémas, théâtres, concerts, football, etc... ; (comme les étudiants).

Il souhaite que les chômeurs aient accès gratuitement à un certain nombre de loisirs.

Pour faire avancer cette revendication, le collectif demande aux organisateurs de spectacles d'insti-

tuer des tarifs avantageux pour les chômeurs. Le collectif mènera les démarches pour obtenir cette revendication.

Le collectif souhaite que les organisations de gauche accordent, lorsque elles font des spectacles payants, des réductions aux chômeurs dans les cas contraires, il se battra pour les obtenir...

Accorder des réductions aux chômeurs est alors un acte qui renforce la solidarité puis l'union entre les travailleurs qui subissent la crise.

Pour le gala de soutien à BLM; 15 Fr cela représente 1/30 em des revenus d'un chômeur qui perçoit 450 Fr par mois; à peu près 50% des chômeurs ne perçoivent rien. 1/30 iem d'un salaire de 3000 Fr c'est 100 Fr...

DE GREVE EN GREVE ...

Remue ménage dans les Lycées cette semaine. Les profs ont appris qu'ils étaient à leur tour touchés par les licenciements. Comme quoi personne n'est à l'abri.

Lundi 12, tout d'abord, grève des enseignants du technique, et manifestation devant le Rectorat, où se tenait la commission "Carte Scolaire".

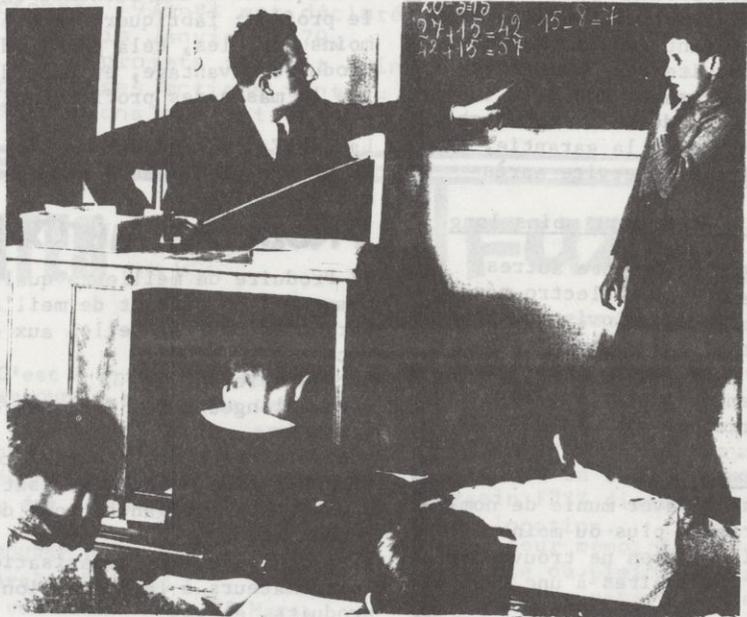
C'est qu'on venait d'apprendre la suppression de sections et d'une quinzaine de postes dans les CET de Loire-Atlantique, quatre postes en CET et quatre en Lycée en Vendée, ainsi qu'une suppression de section. Ajoutons à tout ça des éventuelles suppressions de poste auxiliaire dans ces départements et les autres Académies.

Les responsables du SNETP-CGT et du SGEN-CFTD ont appelé les enseignants à manifester sous les fenêtres du recteurs. Ils refusaient également de participer à la Commission qui devait entériner ces suppressions de postes.

Seul le représentant du SNETAA, Yves Ripoché, décidait de s'y rendre pour ne pas "laisser le recteur agir tout seul".

Le recteur refusant de recevoir une délégation, c'est l'ensemble des manifestants qui rentraient dans le rectorat après avoir cassé la vitre d'une porte fenêtre (encore des casseurs) décidément, ça marche fort.

Finalement devant la menace d'une intervention des flics tout le monde se retirait et la commission continuait de siéger dans le bureau du Recteur.



Cette semaine, nouvelle journée de grève lundi, jour où se réunit en Loire-Atlantique le groupe de travail qui doit examiner les suppressions des postes et les mutations des titulaires.

Tout ça c'est pour les profs. D'autres pour les pions c'est pas mieux. Le SGEN-SNES et SNETP-CGT appelle à la grève mardi 20 mars et vendredi 23 mars dans l'ensemble de l'Académie. L'année dernière on en parlait déjà. Aujourd'hui ça se précise. On veut supprimer les postes de Surveillants d'Internat et Maitres d'Internat qui sont occupé par des étudiants, ceci pour créer des postes d'adjoints d'éducation. Selon la proportion 1 adjoint d'éducation pour 2 pions.

Les places de M.I.-S.E. pour les étudiants c'est un peu une bourse d'étude. Si on supprime ces postes, beaucoup d'étudiants devront quitter la Fac.

En créant un corps de pions à vie, on reclasse ainsi les maitres auxiliaires qu'on aura foutu à la porte auparavant.

Les pions entendent également protester contre la dégradation de leurs conditions de travail.

Une A G des M.I.-S.E. aura lieu le vendredi 23 mars à 14h, Fac des Lettres à Nantes. Décidément, ça chie dans l'école



TRES URGENT.

CHERCHE 2 PIECES (avec chauffage) Pour un Péruvien réfugié politique + ses deux enfants. Téléphoner le mercredi de 18H30 à 19H30. au 74.65.59.

CSF

HALTE AU GASPILLAGE

"Nous voulons des produits qui durent" ! sur ce thème, la C.S.F. lance cette année une CAMPAGNE NATIONALE D'ACTION. Une action sur la durabilité des produits : Pourquoi ?

Au travers des actions menées dans les UD C.S.F. et notamment des difficultés rencontrées par les usagers et recensées dans les permanences C.S.F. de défense de consommateurs, il apparaît un mécontentement croissant sur la conception, la qualité des produits, et le service après-vente. En effet, aux prix élevés pesant sur les budgets, s'ajoutent ensuite une insatisfaction quant à l'usage, due à la mauvaise qualité du matériel acheté à l'insuffisance de la garantie, et aux difficultés du service après-vente.

Des produits qui durent moins longtemps.

Ceci est vrai entre autres pour l'ensemble de l'électro-ménager, y compris l'audiovisuel, pour le mobilier et l'équipement des logements, pour les textiles et l'habillement, et pour les moyens de transports, automobiles et deux-roues.

Quelques exemples :

- La machine à laver munie de nombreux programmes plus ou moins utiles, mais dont on ne trouve pas les pièces nécessaires à une réparation.
- Les postes de télévision en couleur, bien que techniquement très sophistiqués, sont l'objet de pannes fréquentes.
- Un certain nombre d'appareils de bas de gamme sont irrépares parce qu'impossibles à démonter : transistors, réveils-matin, chauffe-biberon etc...

- Les moteurs d'automobiles construits aujourd'hui, sont moins résistants que ceux des voitures plus anciennes : etc...

Un gaspillage

La diminution de la durée de vie des produits est le reflet d'un énorme gaspillage : gaspillage de travail, de matières premières, d'énergie... Ce gaspillage est la conséquence d'une économie basée sur le profit : fabriquer des biens moins durables, cela permet d'en produire davantage, et donc d'accroître la masse des profits capitalistes.

La C.S.F. nous disons :

"Produire plus : oui. Mais produire mieux d'abord".

PRODUIRE MIEUX ! :

1° Produire de meilleurs qualités. Comment ? En offrant de meilleures garanties contractuelles aux consommateurs.

Par exemple :

- en allongeant les périodes de garantie.
- en élaborant des contrats collectifs négociés entre organisations patronales et organisations de consommateurs.
- en associant les organisations de consommateurs à la conception des produits, etc...

2° "récupérer" les déchets industriels et ménagers, recycler les matières premières.

A plus court terme, la C.S.F. revendique :

- La garantie totale et systématique des pièces, main-d'oeuvre et déplacement.



- Le remplacement d'un appareil en cas de pannes successives.
- Le dédommagement du temps d'immobilisation d'un appareil en réparation.
- Le prolongement de la durée de garantie du temps d'immobilisation.
- L'institution pour certains appareils (ex: l'automobile) d'un carnet de santé notant le détail des interventions durant toute la vie de l'appareil.

NOTE : La C.S.F. a publié un questionnaire pour établir un cahier de revendications sur le thème de la durabilité des produits.

On peut se le procurer en écrivant à la CSF, 8 rue Kervégan 44 008 NANTES Cedex.

D'autre part, la CSF Loire-Atlantique organisera le 31 Mars prochain une "expo-camelote" dans les rues de Nantes pour alerter les consommateurs sur la nécessité de mener des luttes dans ce domaine.

Enfin du 7 au 12 Mai aura lieu une semaine d'action revendicative.



SEMAINE TIERS MONDE ou sables d'olonne (Centre culturel)

Lundi 19 Mars :

- 17H30 : chômage
- "le 1/3 monde est-il coupable ?"
- 21H : conférence

Guy Marolleau auteur de "J'étais au Sahel"

Mardi 20 Mars :

- 20H30 : "les Bicots Nègres vos voisins"

Mercredi 21 Mars :

- 20H30 : soirée débat : "le racisme"

Jeudi 22 Mars :

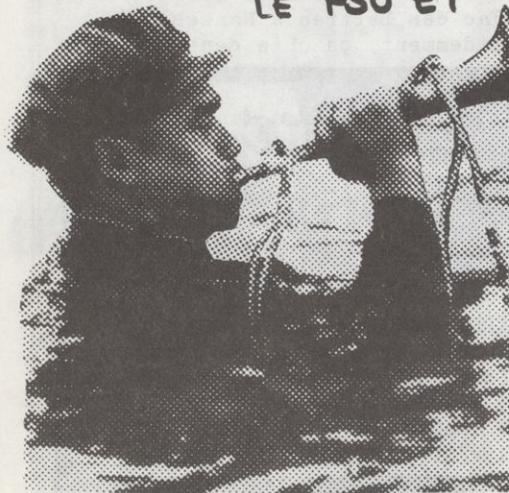
- 21H : conférence débat
- RENE DUMONT agronome de la faim.
- Théâtre municipal.

Samedi 24 Mars :

- Exposition vente denrées et objets
- Artisans du Monde.

LE PSU ET

LA GUERRE



La fédération de Loire-Atlantique du P.S.U. voit dans ces différentes agressions, (Vietnam au Cambodge, Chine au Vietnam) la consécration de la faillite d'un système qui tourne le dos à l'internationalisme et à l'autogestion : celui des partis dirigeants monolithiques, ne supportant aucune contradiction, ni à l'intérieur, ni à l'extérieur, s'identifiant complètement aux structures héritées du passé impérialiste et capitaliste : nations, états et empires.

L'affirmation de l'autogestion entraîne en violente contradiction avec le nationalisme et ses conséquences armées.

PSU. 44.

LA PAIX SOIT AVEC VOUS

Un Christ debout, des peintures entassées, une sculpture indiscrète, un Curé qui passe devant la Cathédrale. La grisaille de la Place Louis XVI offre un havre au passant. Et comme l'indifférence des badauds n'est jamais tout à fait celle des Pouvoirs Publics, voilà là! La rue est le dernier refuge pour s'exprimer... pour se montrer donc pour exister. Le grand mot est lâché: la NEF est dans la rue.

"Nous ne revendiquons rien si ce n'est un droit d'exister et la reconnaissance à part entière de nos identités d'artistes". "Nous sommes nulle part et partout à la fois". Voilà encore sur la sellette l'Artiste. "Être assisté ou ne pas être".



L'intégration pour bouffer et dormir, la liberté pour créer dans un esprit de paix. Entre un loyer à 1600 F par mois et l'aide d'une municipalité qui voudrait bien, mais... il n'y a guère le choix La "Manu" leur plairait bien...

Mais comme le disait une vieille dame alerte qui passait par là, et qui s'intéressait parce que son fils était aussi "bohème", "les p'tits gars, c'es dans la Cour de la Mairie qu'il faut vous installer"... "Mais l'Esprit de Paix peut-il être obtenu par la force?"

Y.I.

. LA NEF: Atelier de travail et de rencontres entre artistes et le public Nantais existe en tant que groupe depuis Septembre 1978 et est déclarée en association sous la Loi de 1901 depuis Janvier 1979.

"Nos projets tendent à intervenir dans le cadre citadin par diverses actions tant au niveau d'expositions que de réalisations collectives en collaboration avec tous."

"LA BARAQUE" A NANTES

"La BARAQUE" est un jeune collectif théâtral, à vocation régionale, récemment implanté sur la région.

Après avoir tourné son premier spectacle, "L'affaire Arden", sur toute la périphérie nantaise, elle vient le présenter à Nantes, à partir du 9 Mars.

Adaptée d'une pièce élizabéthaine anonyme, "L'AFFAIRE ARDEN" est une tragédie burlesque, une farce sinistre: une femme du meilleur monde et son amant, gigolo arriviste, décident de se débarrasser du mari gênant. Schéma classique du malodrame bourgeois...

Mais la situation se complique: les douteux agissements politico-financiers de mari, gros propriétaire et négociant, n'ont pas manqué de lui susciter rancunes et haines tenaces. Les deux amants s'emploient à détourner celles-ci à leur profit, recrutant ainsi les intermédiaires et tueurs nécessaires à leur projet. Dans cette société où tout se vend et s'achète, le pouvoir comme l'amour, les dix-sept pantins de ce jeu de massacre vont courir à leur destin.

Innocents et coupables, ils seront tous fauchés par la même justice aveugle, plus prompte à voler au secours de l'ordre existant qu'à défendre le bon droit.

C'est à grands traits que "La BARAQUE" a brossé ce tableau d'une société décadente, en tentant de renouer avec la grande tradition du théâtre populaire, celui de la foire, des lampions et des tréteaux.

à la BOURSE DU TRAVAIL
(rue Arsène Leloép)

- les vendredis 16 et 23 Mars.
- les samedis 17 et 24 Mars.
à 20H30.

L'ENTREE SERA LIBRE !!!

Les spectateurs seront invités à s'acquitter du prix de leur place (15F, gratuit pour les enfants de moins de 12 ans) à l'entracte ou à la fin du spectacle - s'ils en ont le désir, c'est à dire si le spectacle leur a plu...



FUZZ Story

Les camarades de l'Organisation Communiste des Travailleurs qui organisent un concert de soutien le 16 mars (cf. APL no. 67) n'ont pas fait preuve d'une grande clairvoyance politique en choisissant le magasin FUZZ disques comme lieu de location.

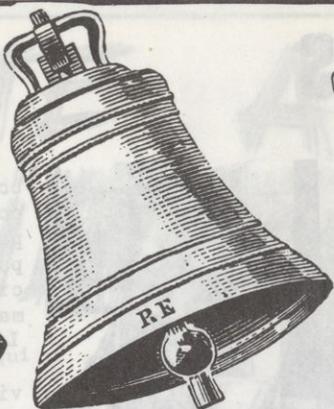
Leur mémoire est-elle trop courte ou pleine de trous pour ne pas se rappeler que Mr. Fuzz disquaire de son état était aux dernières élections législatives suppléant du candidat du Parti des Forces Nouvelles (Organisation d'Extrême Droite, dont le leader est Tixier Vignancourt qui présente une liste intitulée (Eurodroite) aux prochaines élections européennes. (A cet effet une série de meetings a lieu en France, celui de Nantes est prévu au mois de Mai).

Il se trouve que ce disquaire est particulièrement en vogue à Nantes notamment parce qu'il est le dépositaire des billets de location pour pratiquement tous les concerts qui ont lieu à Nantes et qu'il a la réputation d'être bien approvisionné en nouveautés pop.

Il serait grand temps que les acheteurs potentiels qui lisent l'APL mettent en pratique leurs idées antifascistes (...)

F.A.

Suit une série de bonnes idées que nous avons été obligé de censurer pour ne pas être en lutte à toute une série de tracasseries administratives.



MARDI 20

CINEMATHEQUE: Panorama du cinéma cubain

20h30 : "Les aventures de Juan Quinquin" de ESPINOZA (67)

22h30 : "La dernière scène" d'ALEA (76).

20h30 : réunion de soutien aux femmes d'IRAN, 12, rue L. Blum.

20h30 : "Les bicots nègres" semaine Tiers-Monde, Centre culturel des Sables d'Olonne.

MERCREDI 21

CINEMERCREDI, salle Vasse

14h30 : "Charlot émigrant"

17h : "Goupi mains rouges"

21h : Bedos au théâtre de Rezé.

20h30 : soirée-débat sur le racisme, CC des Sables d'Olonne.

CINEMATHEQUE

20h30 : "Mémoire du sous-développement" d'ALEA.

22h30 : "Manuela Sinparelle" de H. Solas. et des court-métrages

JEUDI 22

21h : théâtre du Bout du Monde: "Les créanciers" de Strindberg au Théâtre-atrèquipe, rue du Ballet.

21h : conférence-débat avec René Dumont, théâtre des Sables.

VENREDI 23

14h : réunion des MI-SE à la fac de Lettres.

20h30 : "La coupe à 10 francs" film à la MJEP de St-Naz.

20h30 : "L'affaire Arden" par le théâtre de La Baraque à la Bourse du Travail.

21h : "Les créanciers" au Théâtre-atrèquipe.

Stage : "Apprendre à s'exprimer par oral et par écrit" à Culture et Liberté tél. 48.48.16.

SAMEDI 24

20h30 : "Les créanciers" au Théâtre-atrèquipe.

21h : "L'affaire Arden" à la Bourse du Travail.

20h30 : "Il n'y a que la peau de la mort qui soit blanche", poésie, Mjep St-Naz.

Exposition-vente denrées et objets d'artisans du monde aux Sables.

LUNDI 26

20h30 : réunion du comité Larzac au centre social du Breil.

Permanence tous les vendredis de 17h30 à 19h tél. 49.02.90.

14h : procès de Dominique, le "casseur" inculpé, au palais de justice.

MARDI 27

20h30 : ciné-club de Blain "Themroc".

20h30 : "AL Grey et Jimmy Forrest", jazz à la catho d'Angers.

MERCREDI 28

15h : "Le loup solitaire" ciné-enfants, Mjep St-Nazaire.

NUCLÉAIRE

La violence en jugement

- La manif oubliée.....p.3

- Tout doux - La violence,

non merci.....p.4

- Nouveaux barbares, 2 races.5

- Arrestations, St Lazare

sur Loire.....p.6

- Droite, gauche, vive la

répression.....p.7-8

- bonjour, M. le Maire.....p.8

- EDF achète CGT.....p.9

FEMMES

Des femmes en Iran.....p.10

B.D.....p.11

ENVIRONNEMENT

Noirmoutier coule.....p.12-13

OUVRIERS

- EDF, court-circuit.....p.14-15-16

- Grève au CETE.....p.16

- Chômeurs CFTD.....p.17

ECOLE

De grève en grève.....p.17

DIVERS et CULTUREp.18-19



La coordination enseignante contre la centrale du Pellerin se réunira à la FRAT à 20h30 jeudi 22 Mars. Objet : - les rapports avec les journaux. Présentation de la maquette proposée par le Monde.

- Choix d'une affiche : bilan financier et bilan des signatures.

ABONNEMENT APL

Un trimestre : 12 numéros : 35 F. Soutien : 50 F.

Un semestre : 24 numéros : 70 F. Soutien : 100 F.

Un an : 48 numéros : 140 F. Soutien : 200 F.

NOM : Prénom :

Adresse :

Mettre le chèque à l'ordre des **Nouvelles Éditions de l'Ouest** et l'envoyer à l'**APL**, 26 bis boulevard R.-Schumann — 44300 NANTES

3 numéros gratuits 8 numéros 15 F.

Réservé aux personnes à qui tu veux faire connaître le journal.

Les textes peuvent-être apportés toute la semaine.

Le vendredi de 16h à 19h30 réunion de rédaction ouverte à tous.

A partir de 21h discussion générale sur tous les sujets d'actualité.



PERMANENCES

tous les jours : 17h-19h

Téléphone : 76.26.33